

« Le pastoralisme à la croisée des chemins ... »

Le pastoralisme pyrénéen au cœur des échanges

Avec 8 000 familles d'agriculteurs, 10 700 fermes et 25 000 actifs agricoles, le pastoralisme fait vivre les Pyrénées. Chaque agriculteur génère cinq emplois induits, et c'est en montagne que les installations agricoles sont les plus nombreuses.

Coorganisée avec l'ACAP, la plénière de Pyrénéo a exploré les multiples dimensions du pastoralisme à travers trois tables rondes. Personnalités politiques, scientifiques et acteurs du monde agricole y ont croisé leurs regards pour éclairer ses enjeux et ses perspectives.

Animation : Philippe LACUBE, Président de l'ACAP et Willy LUIS, Directeur de l'Agence des Pyrénées

> Pastoralisme, vecteur de valeurs économiques et culturelles



Vincent LABARTHE,
Vice-président de
la Région Occitanie



François PURSEIGLE,
Sociologue



Yannick FIALIP,
Éleveur dans le
Massif central

Le pastoralisme pyrénéen ne se résume pas à une activité agricole marginale : il constitue un vecteur central de création de valeur économique, de cohésion sociale et de production de biens communs pour l'ensemble des territoires de montagne. Les éclairages de trois acteurs clés — éleveur, élu régional et chercheur — soulignent l'importance de reconnaître, soutenir et organiser durablement cette filière.

Une activité à forte valeur ajoutée encore sous-évaluée

Les éleveurs pyrénéens, souvent issus de transmissions familiales mais aussi de reconversions passionnées, cumulent des compétences multiples : gestion d'espaces escarpés, adaptation à des climats rudes, entretien des paysages, production de qualité. Pourtant, ces savoir-faire restent insuffisamment reconnus et rémunérés. Or, la rentabilité économique en zone de montagne est une condition sine qua non du maintien de l'activité. Elle passe par la différenciation (labellisations, signes de qualité), la vente directe, les circuits courts et la valorisation touristique ou culturelle des pratiques pastorales.

Un bien public pour tous, urbains comme montagnards

Au-delà de l'alimentation, l'agriculture de montagne produit des biens publics essentiels : qualité de l'air, de l'eau, stabilité des sols, biodiversité, paysages ouverts. Ces services bénéficient autant aux habitants des vallées et des plaines qu'aux résidents permanents. En Occitanie, où 55% du territoire est classé en zone de montagne et 85% en zones défavorisées, le maintien de cette agriculture est un enjeu stratégique. La future Politique agricole commune (PAC) devra intégrer ces spécificités, sous peine de fragiliser durablement les exploitations pastorales.

Des freins structurels à lever

Plusieurs obstacles menacent la dynamique pastorale : la prédation (loups, ours) non maîtrisée, le manque d'infrastructures de proximité (écoles, services, loisirs) qui décourage l'installation, et l'absence de statuts adaptés aux réalités du travail pastoral. Le modèle actuel d'indemnisation ne suffit pas ; il faut sortir des logiques compensatoires pour construire un régime salarial et social spécifique, reconnaissant la saisonnalité, la polyvalence et les risques du métier. De nouveaux emplois émergent également autour de la gestion pastorale, de la médiation environnementale ou de la transformation à la ferme.

Le pastoralisme incarne un « bonheur simple » mais exigeant : celui d'une économie ancrée, respectueuse des équilibres naturels et porteuse de sens. Les Pyrénées ont tout à gagner à en faire un pilier de leur projet de territoire.

> Pastoralisme, des savoir-faire pourvoyeurs de services



**Andde
SAINTE-MARIE,**
Conseiller régional de
la Nouvelle-Aquitaine,
Délégué Patrimoine
Naturel & Montagne-
Pastoralisme



Carole DUPERRON,
Animatrice du Réseau
national Emploi
Intégré du Feu et
du Réseau pyrénéen
«usages du feu»



**Thimoléon
RESNEAU,**
Éleveur pyrénéen

Loin de se limiter à une production animale, le pastoralisme pyrénéen génère des services écologiques, territoriaux et sociaux indispensables à la résilience des massifs. Les interventions des trois intervenants, aux profils pourtant diversifiés, convergent pour appeler les acteurs économiques et politiques à reconnaître, organiser et rémunérer ces services, aujourd'hui invisibles dans les comptes mais vitaux pour l'avenir des territoires.

Des services écosystémiques sous-évalués

Le pastoralisme entretient la montagne : il maintient des milieux ouverts, favorise la biodiversité, préserve la mosaïque paysagère et limite l'embroussaillage. Ces dynamiques réduisent directement les risques d'incendies en diminuant la masse de combustibles et en cloisonnant les espaces. Pourtant, cette fonction de prévention reste peu reconnue, tant par les politiques publiques que par l'opinion.

De même, des pratiques ancestrales comme l'écobuage — qui concerne chaque année 30 000 à 40 000 hectares dans l'ouest des Pyrénées et le sud du Massif central — sont essentielles pour renouveler les sols et gérer les parcours, mais elles souffrent d'un déficit d'image et de contraintes réglementaires croissantes (fenêtres de tir réduites, gestion complexe des fumées).

Un enjeu de transmission et d'attractivité

Autrefois transmis par devoir ou nécessité, le pastoralisme attire désormais des néo-installés motivés par le choix, la passion et l'engagement. Cette évolution est une chance, mais elle impose de garantir des conditions de vie et de travail dignes. Aujourd'hui, le pastoralisme reste le « parent pauvre » de la Politique agricole commune (PAC).

Les aides ne reflètent pas la diversité des services rendus ni les spécificités des territoires de montagne. Il est urgent de porter collectivement cette réalité auprès des instances européennes, afin que la prochaine PAC intègre des dispositifs adaptés : statuts spécifiques, rémunération des services environnementaux, soutien à l'installation.

Fragmentation foncière et nécessité d'outils collectifs

La gestion pastorale se heurte à une forte fragmentation foncière : dans les montagnes basques une parcelle de 4 hectares peut compter jusqu'à 78 propriétaires. Cette dispersion complique l'organisation des parcours, l'entretien des espaces et la prévention des risques. Elle rend indispensable le développement d'outils de gestion collective (groupements pastoraux, conventions d'usage, baux environnementaux) et la création de nouveaux métiers (tondeurs, médiateurs fonciers, gestionnaires de parcours). Ces outils doivent s'appuyer sur une reconnaissance claire du service rendu : protection contre les incendies, entretien des paysages, maintien de la biodiversité.

Le pastoralisme est un ADN territorial : le faire vivre, c'est investir dans la sécurité, la beauté et la durabilité des Pyrénées.

> Le pastoralisme, patrimoine et levier d'attractivité touristique



Guillem CASAL FONT, Ministre de l'agriculture d'Andorre



Marie-Claude BAL, Géographe et Directrice du GIS-CIMES



François THABUIS, Éleveur Alpin

Le pastoralisme pyrénéen incarne un patrimoine vivant qui structure les paysages, les identités et les économies locales. Face à une pression touristique croissante, il constitue à la fois un rempart contre la banalisation des territoires et un atout pour un tourisme de qualité. Les interventions d'une géographe, d'un éleveur et du ministre andorran de l'Agriculture illustrent l'impératif d'un équilibre maîtrisé entre usage touristique et maintien des fonctions pastorales, sous peine de voir disparaître ce qui fait l'attrait même de la montagne.

Patrimonialisation : protection réelle ou risque de folklorisation ?

La reconnaissance UNESCO du pastoralisme vise à préserver ce système comme patrimoine immatériel. Mais patrimonialiser ne suffit pas : si tout devient patrimoine, rien ne l'est vraiment. L'exemple du Monténégro, où le plus grand plateau pastoral d'Europe est menacé par la bétonisation hôtelière, montre que la labellisation peut offrir une protection, mais seulement si elle s'accompagne de règles d'usage contraignantes. Dans les Pyrénées, le risque est de transformer le pastoralisme en décor pour touristes, vidé de sa substance économique et sociale. La patrimonialisation doit donc servir à protéger des pratiques, pas seulement des images.

Coexistence tourisme—pastoralisme : une complémentarité à organiser

La pression touristique se traduit par un développement massif de la restauration, des hébergements et des activités de plein air, souvent au détriment des espaces pastoraux. Pourtant, agriculture et tourisme sont deux métiers distincts qui peuvent être complémentaires s'ils sont pensés ensemble. L'agritourisme résiste mieux aux crises que le tourisme pur ou l'agriculture isolée, mais il exige formation, accompagnement et fiscalité adaptée. Former les gardiens de refuges, les prestataires touristiques et les éleveurs aux enjeux du multi-usage est essentiel pour éviter les conflits d'usage et valoriser le pastoralisme comme expérience authentique.

L'exemple andorran : gouvernance collective et sensibilisation des visiteurs

L'Andorre, avec 10 millions de touristes pour 90 000 habitants, illustre les défis d'un territoire ultra-fréquenté. Le pastoralisme y est maintenu moins pour son poids économique (faible) que pour le lien qu'il tisse entre habitants, paysages et visiteurs. Le gouvernement a créé Ramaders d'Andorra, une association officielle (60% publique) qui regroupe tous les éleveurs bovins, gère la commercialisation de la viande sous une seule appellation et assure une interface unique avec les pouvoirs publics. Par ailleurs, un système de caméras permet de localiser ours, touristes et chiens — ces derniers étant en réalité la principale source de prédation — et d'alerter en temps réel éleveurs et visiteurs. Un nouveau parc national naturel est en projet pour renforcer cette logique de coexistence.

Le pastoralisme n'est pas un décor : c'est un système vivant qui produit du lien, du paysage et du sens. Le tourisme pyrénéen a tout à gagner à le reconnaître comme partenaire, pas comme contrainte.